

PARTIE 1 : LA PROCEDURE BUDGETAIRE : VOTE ET TRANSMISSION

1. La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

L'accusé de réception de la DGF daté et signé du chef d'établissement permet de déterminer la date de départ du délai de trente jours dans lequel le budget doit être présenté au vote du conseil d'administration. Il sera donc obligatoirement joint aux pièces du budget qui sera en outre transmis dans le compte financier.

L'original de ce document signé doit être conservé dans l'établissement. Une copie sera adressée aux autorités de contrôle, rectorat et collectivité territoriale, via l'application Dem'act, et accompagnera le budget primitif dans l'acte « budget initial – acte transmissible du CA ».

En conséquence, la copie de l'accusé réception de la DGF n'a pas à être transmise par voie postale ou par mail.

2. Documents à transmettre aux autorités de contrôle via Dem'act

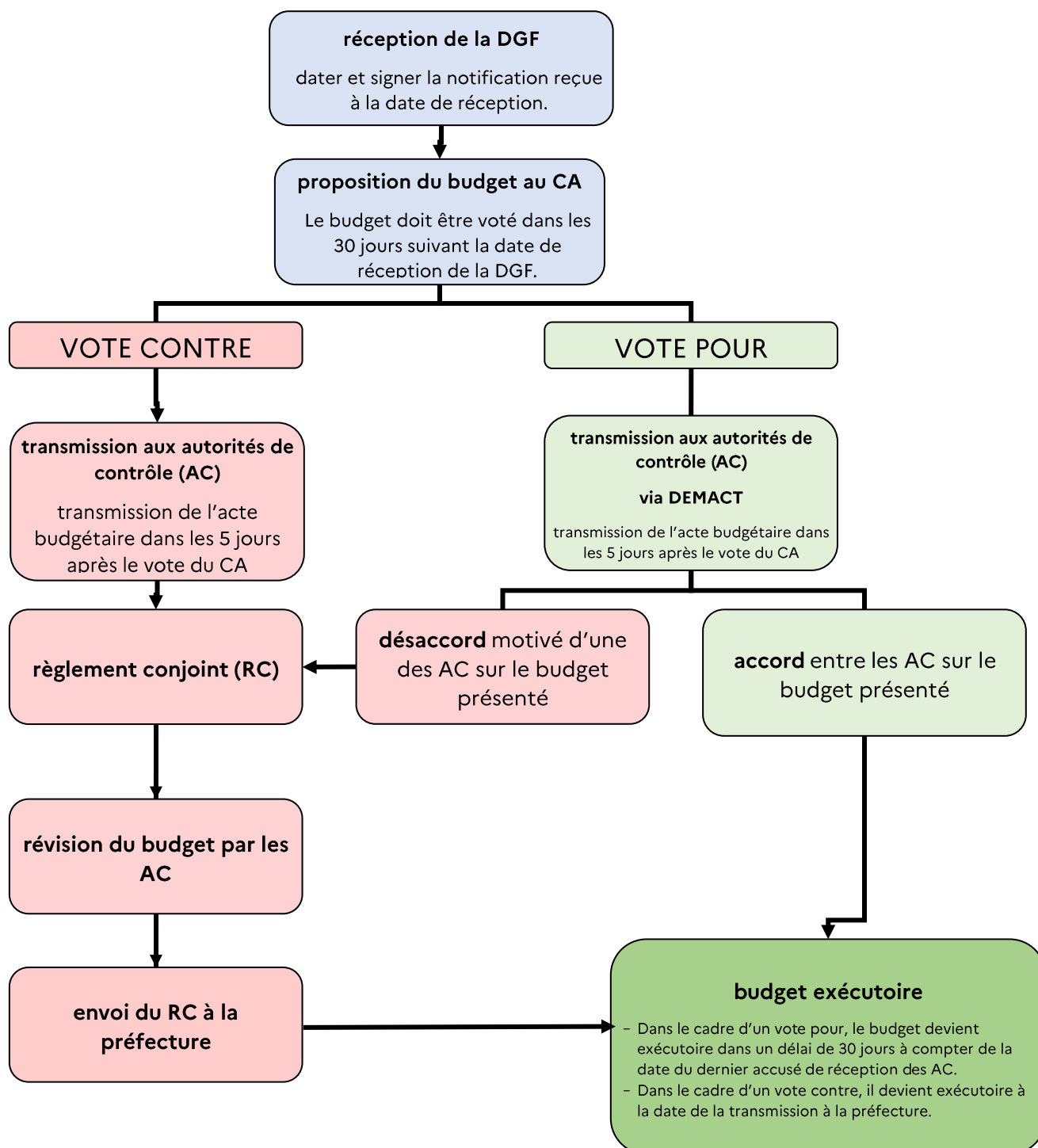
A. Pour le budget principal :

- Notification de la DGF avec la date de réception et signée du chef d'établissement (code de l'éducation article R421-59) ;
- La délibération du vote du budget en conseil d'administration ;
- Les pièces du budget : B1.1, B1.2, B1.3, B2, B3.1, B3.2, B3.3, B3.4, B4.1, B4.2, B4.3, B.4.4, B5, B6 en version AC « autorités de contrôle » et au format pdf, non scannés et directement issues de l'application ;
- Dans le cadre des budgets « op@le », le détail de la préparation du SRH ;
- En cas de prélèvement sur le fonds de roulement pour équilibrer le budget 2026, une analyse financière actualisée ;
- Le rapport du chef d'établissement pourra contenir les éléments suivants :
 - signification des codes de domaines et d'activités ;
 - ventilation, par service, des subventions et dotations de fonctionnement ;
 - ventilation, par ligne de recette (service, compte) et de dépense (service, domaine, activité), des reliquats de subventions spécifiques (État, collectivité de rattachement, autres) et de la taxe d'apprentissage ;
 - la justification de toute variation de plus de 10% d'une ligne de dépense autre que celle liée à une subvention.
 - liste des dépenses d'investissement et leur source de financement ;
 - tableau de financement des voyages scolaires ;
 - le cas échéant, tableau des provisions budgétisées en justifiant dûment la nécessité.

B. Pour le budget annexe :

- La délibération du vote du budget en conseil d'administration ;
- Les pièces B1.1, B1.2, B1.3, B2, B3.1, B4 en version **AC** "autorités de contrôles" et au format pdf, non scannées et directement issues de l'application ;
- Un rapport distinct sur le budget annexe n'est pas nécessaire, il pourra être inclus dans le rapport sur le budget principal.

3. La procédure budgétaire : le budget primitif et le règlement conjoint



IMPORTANT : le budget ne peut pas être validé dans l'application budgétaire avant le retour des autorités de contrôle.

Pendant le délai de trente jours, le rectorat ou la collectivité de rattachement peuvent exprimer leur désaccord sur l'acte budgétaire transmis. Dans ce cas, il fera l'objet d'un règlement conjoint par ces deux autorités. À défaut d'accord entre ces deux autorités dans un délai de deux mois, le budget sera réglé par le préfet après avis de la chambre régionale des comptes.

Dans l'attente du caractère exécutoire du budget réglé, le chef d'établissement est autorisé à mettre en œuvre au 1^{er} janvier, un budget provisoire dans la limite des crédits inscrits au budget de l'année précédente si celui-ci est inférieur au budget présenté au vote (M9.6 §2.1.3.4). Pour les établissements sur Op@le, il convient de se référer à la fiche 60 M@gistere pour la mise en œuvre du budget provisoire, disponible également sur l'espace « Resana » du Dacses.

PARTIE 2 : NOTICE TECHNIQUE COMMUNE DE PREPARATION BUDGETAIRE

1. LA STRUCTURE DU BUDGET DE L'EPL	5
1.1. Les services généraux	5
1.1.1. Le service « activités pédagogiques » (AP)	5
1.1.2. Le service « vie de l'élève » (VE)	5
1.1.3. Le service « administration et logistique » (ALO)	5
1.2. Les services spéciaux :	6
1.2.1. Le service « bourses nationales » (SBN) (uniquement pour les établissements avec GFC)	6
1.2.2. Le service de « restauration et d'hébergement » (SRH)	6
1.2.3. Autres services spéciaux	6
1.3. La section d'investissement	7
2. CONTENU DU BUDGET	7
2.1. L'évaluation des recettes et des dépenses	7
2.2. Réalisation de l'équilibre dépenses recettes	7
2.3. L'analyse financière	7
2.4. Dotations et subventions	8
2.4.1. Dotations et subventions de la collectivité de rattachement	8
2.4.2. Subventions de l'État	8
2.5. Les ressources propres	8
2.5.1. Tarifs et redevances	9
2.5.2. Dons et legs	9
2.6. Les voyages scolaires	9
2.7. Les opérations spécifiques	9
2.7.1. Les contributions entre services	9
2.7.2. Les ensembles immobiliers	9
2.7.3. Les amortissements	9
2.7.4. Les provisions pour risques et charges :	10
3. AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHÉS PUBLICS	10
4. LE SUIVI DES CONTRATS	10
5. L'ÉTAT DES EMPLOIS	11
6. PRÉCONISATIONS D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	11

1. LA STRUCTURE DU BUDGET DE L'EPLÉ

Le budget est structuré en une section de fonctionnement et une section d'investissement. La première comprend 3 services généraux et des services spéciaux.

Chaque service se décline obligatoirement, en dépenses, en domaines et activité et, en recettes, en comptes de classe 6 et 7. Pour un meilleur suivi des subventions, il est recommandé de prévoir également pour les recettes des codes de domaines ou d'activités correspondant aux dépenses qu'elles financent.

Certains codes de domaines et d'activité sont **imposés** (carnets de correspondance, droits de reprographie...). Vous les trouverez en partie 3, deux nouveaux codes sont rajoutés cette année.

Concernant les codes activités, les codifications commencent par 0, 1 et 2 :

- La codification 0 est à l'initiative de l'EPLÉ ; elle comporte 9 caractères et permettra de suivre les crédits dans le cadre du projet d'établissement.
- La codification 1 est à l'initiative de l'État (Éducation Nationale et ASP).
- La codification 2 est à l'initiative de la collectivité de rattachement.

Vous ne pouvez donc pas créer de codes en 1 et 2. Vous avez toujours la possibilité d'affiner la destination des codes d'activité en 1 et 2 en utilisant les 4 derniers caractères laissés à l'initiative de l'établissement. **Il est important de ne pas nommer un domaine à l'identique d'un service, la saisie serait impossible dans Op@le.**

1.1. Les services généraux

Ils ont vocation à retracer l'ensemble des dépenses relatives à l'activité principale de l'établissement.

1.1.1. Le service « activités pédagogiques » (AP)

Il retrace notamment les dépenses et les recettes relatives :

- à l'enseignement dans sa globalité ;
- aux stages et périodes de formation en milieu professionnel ;
- aux voyages scolaires, aux sorties et projets pédagogiques : les voyages dont les budgets et les participations des familles ont déjà été votés par le CA doivent être inscrits au budget initial.

1.1.2. Le service « vie de l'élève » (VE)

Il retrace les dépenses et les recettes relatives :

- à l'amélioration de la vie des élèves et des étudiants,
- aux actions visant la santé, la citoyenneté et aux actions mises en œuvre à l'initiative des élèves (fonds de vie lycéenne...),
- aux diverses aides sociales des collectivités territoriales et d'Etat (fonds sociaux, autres), à l'exception des bourses nationales qui sont gérées en service spécial SBN.

Les subventions sous conditions d'emploi (Ecole ouverte, Gratuité, Vacances apprenantes...) pour les services AP et VE sont inscrites dans le budget à hauteur du reliquat estimé au 31 décembre 2025 et non pas en fonction de la dépense réelle de l'exercice 2025.

1.1.3. Le service « administration et logistique » (ALO)

Il retrace :

- les dépenses et les recettes relatives à la viabilisation, au fonctionnement, à l'entretien général et à l'administration de l'EPLE ;
- les amortissements.

Le principe de sincérité budgétaire exige que les amortissements soient budgétisés dès le budget initial. En conséquence, vous y reporterez l'amortissement prévisionnel des biens inscrits à l'inventaire. Cette fonctionnalité est prévue pour les établissements sur Op@le. (Pavé « Intégrer les données d'amortissement »), pour ceux concernés par la vague 10, les amortissements seront complétés en cours d'année et ne sont donc pas exigés lors du premier budget.

Pour les établissements utilisant encore GFC, ces informations sont disponibles dans le logiciel de comptabilité auxiliaire des inventaires (Egimmo, Webcz..).

- ✓ Les amortissements des biens acquis sur les fonds propres de l'établissement ne font pas l'objet d'une neutralisation de subvention (en recette) ce qui explique la différence entre l'ouverture de
- ✓ crédit OP-SPE 0AMORT et la prévision de recette ONEUT.

Cette différence ne peut pas être compensée par la subvention de fonctionnement (DGF).

- ✓ Elle engendre un déficit et un déséquilibre du service ALO tout à fait réglementaire, qui n'impacte
- ✓ pas le fonds de roulement. La compensation erronée de cette différence par la DGF entraînerait
- ✓ une diminution des crédits réellement disponibles pouvant être utilisés dans le service ALO tout
- ✓ en augmentant de manière anormale le fonds de roulement

1.2. Les services spéciaux :

Ils permettent d'isoler du fonctionnement général de l'EPLE les dépenses et les recettes relatives à une activité ne relevant pas de son activité principale.

1.2.1. Le service « bourses nationales » (SBN) (uniquement pour les établissements avec GFC)

Ce service retrace les recettes et les dépenses relatives aux bourses nationales, à l'exclusion de toutes les autres aides de nature sociale, qui sont retracées au sein du service VE.

Par exception, les bourses nationales sont obligatoirement codifiées « 0 » (et non pas 1).

1.2.2. Le service de « restauration et d'hébergement » (SRH)

Conformément aux articles L213-2 et L.214-6 du code de l'éducation, la collectivité territoriale de rattachement est compétente en matière de restauration. Vous vous réfèrerez aux instructions de la collectivité territoriale de rattachement.

1.2.3. Autres services spéciaux

La création d'autres services spéciaux doit être strictement limitée aux opérations annexes à l'activité principale de l'établissement dont le volume financier important justifie la création d'un tel service.

A titre indicatif, seront plus particulièrement gérés en service spécial :

- les services mutualisateurs de paye : l'ensemble des contrats sera géré dans un service unique,
- les cuisines centrales qui seront différenciées du SRH de l'établissement support,
- les équipes mobiles d'ouvriers professionnels, groupements de commandes ou transports scolaires de volumes financiers importants.

1.3. La section d'investissement

Elle est composée d'un service unique « opérations en capital » : OPC qui retrace l'ensemble des acquisitions de biens immobilisés dont la valeur unitaire d'achat est supérieure ou égale à 800€ HT.

Les crédits seront ouverts seulement en cours d'exercice sauf prélèvement sur fonds de roulement au moment du vote du budget et accord préalable de la collectivité.

Les biens inscrits à l'inventaire doivent être amortis en comptabilité budgétaire suivant un plan d'amortissement voté chaque année en conseil d'administration.

1.4. Les budgets annexes

Les budgets annexes (essentiellement les GRETA) sont adoptés par une délibération distincte de celle du budget principal. Ils impliquent la reddition d'un compte financier distinct.

Ils comprennent une section de fonctionnement et une section d'investissement composées chacune d'un service unique. En conséquence, les services gérés en budget annexe pourront disposer d'un inventaire distinct de celui de l'établissement.

Les mutualisations techniques (équipes mobiles...) pourront être gérées en budget annexe lorsqu'un service spécial ne sera pas suffisant. Ce sera le cas, par exemple, s'il est nécessaire de gérer des opérations en capital, de fait, les réserves proviendront des différents contributeurs mutualisés.

Concernant les GRETA, l'EPLÉ établissement support du GRETA gère les activités de formation continue du groupement au sein d'un budget annexe. Le budget est établi selon les modalités définies par la Délégation Régionale Académique à la Formation Professionnelle Initiale et Continue (DRAFPIC).

Le recours aux budgets annexes doit cependant demeurer exceptionnel.

2. CONTENU DU BUDGET

2.1. L'évaluation des recettes et des dépenses

Les recettes et les dépenses seront évaluées par référence aux comptes financiers précédents et à l'exécution budgétaire de l'année en cours. **Il est important qu'une variation significative de plus ou moins 10% par rapport au compte financier précédent fasse l'objet d'une explication** dans le rapport de présentation du budget (notamment dans le cas du SRH).

2.2. Réalisation de l'équilibre dépenses recettes

Le financement d'un excédent de dépenses sur les recettes peut être réalisé, en section de fonctionnement, par un prélèvement sur le fonds de roulement dès l'élaboration du budget en fonctions des directives de la collectivité de rattachement. Il en va de même pour la section opérations en capital. Le compte financier de l'exercice 2025 n'étant pas arrêté, cette insuffisance d'autofinancement (IAF) doit être appréciée lors de la prévision du budget selon un des principes comptables : le principe de la prudence (M9-6 – 3.1).

2.3. L'analyse financière

Dans le cas d'un prélèvement sur fonds de roulement permettant d'abonder le budget initial, il importe de présenter une analyse financière actualisée (M9-6 – 4.3.3.2: « ...cette analyse est

actualisée en cours d'année afin notamment de donner au conseil d'administration et aux autorités de contrôle une information précise de la capacité de l'établissement à prélever sur le fonds de roulement sans compromettre sa santé financière. »)

- ✓ Sur op@le, il convient de renseigner le montant du fonds de roulement (mnémonique YFDR) arrêté au dernier compte financier déduit des prélèvements effectués jusqu'à la nouvelle année budgétaire 01/2026. Le sens doit être vérifié comme débiteur « D » sous peine de fausser le montant du fonds de roulement disponible.

2.4. Dotations et subventions

2.4.1. Dotations et subventions de la collectivité de rattachement

La dotation globale de fonctionnement codifiée en ODGF assurera une meilleure lecture du budget et donnera lieu à une seule écriture en recette pour chacun des services.

- ✓ Le montant total de la dotation de fonctionnement inscrit en prévision de recettes dans les différents services doit strictement correspondre au montant notifié par la collectivité de rattachement. L'absence de contrôle du cumul des montants répartis est une source d'erreur fréquente qui nécessite alors le règlement conjoint du budget par les autorités de contrôle.

2.4.2. Subventions de l'État

La note ministérielle du 12 juillet 2024 relative aux crédits versés par l'Etat sous condition d'emploi précise les modalités de prise en charge, de comptabilisation de ces subventions ainsi que l'inscription des crédits au budget en DBM pour information ou par une DBM soumise au vote du conseil d'administration.

Les subventions d'État notifiées feront l'objet d'une inscription en recettes et en dépenses dès le budget initial en respect de la réalisation des conditions fixées par le financeur.

Les subventions d'État seront inscrites en recettes conformément aux comptes de recettes fournis en partie 3.

Les subventions d'état déspecialisées au cours de l'exercice 2025 seront retracées avec les activités 13ADP (AP-BOP141) et 16ADE (VE- BOP230). Aucune déspecialisation ne devra être réalisée avec la présentation du budget afin de garantir le suivi de ces opérations par l'autorité académique.

Les montants correspondant aux subventions d'Etat sont inscrits aux services « activités pédagogiques » (AP), « vie de l'élève » (VE) à hauteur des reliquats estimés au 31 décembre 2025.

Les montants des subventions spécifiques de l'Etat, des collectivités territoriales ou des autres ministères doivent être inscrits à égalité en prévision de recettes et en ouvertures de crédits avec des codes activités identiques.

2.5. Les ressources propres

Les ressources propres (loyers, participation des familles aux voyages scolaires, objets confectionnés, reversements dans le cadre d'utilisation des locaux soumis à une convention, remboursement de dégradations...) doivent être prévues au budget initial. A défaut, en cours d'année, elles ne pourront être inscrites que par une décision budgétaire modificative soumise au vote du CA. Attention, les loyers ne seront prévus au budget que pour la période janvier-juin 2025 correspondant à la fin des conventions d'occupation précaire (COP).

2.5.1.Tarifs et redevances

Vous vous reporterez aux instructions de la collectivité en ce qui concerne les tarifs du service de restauration et d'hébergement et les redevances liées aux logements de fonction.

Concernant les redevances, vous vous reporterez aux instructions de la prochaine circulaire de la collectivité relative aux logements de fonction. Les autres tarifs sont votés par le conseil d'administration (acte non transmissible dans Dém'act).

Rappel : l'article L.132-2 du code de l'éducation pose le principe de gratuité de l'enseignement public. En conséquence, aucune contribution obligatoire, directe ou indirecte, ne peut être demandée aux élèves ou aux familles.

2.5.2. Dons et legs

Les dons et legs doivent être acceptés et affectés par le conseil d'administration conformément à la destination que le donateur entend lui attribuer. Ils font l'objet d'un acte distinct non transmissible dans Dém'act qui pourra faire l'objet d'un contrôle par l'agent comptable lors de l'émission du titre de recettes.

2.6.Les voyages scolaires

Vous voudrez bien identifier les recettes et les dépenses au moyen de codes d'activités construits sur le même modèle, quel que soit le mode de financement : par exemple, 0VOYAxxxx ou 2VOYAxxxx, les 4 derniers caractères pouvant désigner la destination du voyage.

La part des accompagnateurs ne devra pas être financée par la participation (même indirecte) des familles et précisée dans le financement global du voyage.

2.7.Les opérations spécifiques

2.7.1. Les contributions entre services

Les contributions entre services généraux sont prohibées, l'équilibre de ceux-ci s'appréciant globalement.

Les contributions des services spéciaux (SRH...) vers les services généraux sont interdites et conduiront automatiquement au règlement conjoint du budget considéré.

2.7.2. Les ensembles immobiliers

En partition ou cité scolaire, la contribution au fonctionnement (dépense) d'un EPLE sera strictement identique à la recette prévue dans l'autre établissement (Compte 653100 en dépense et compte 744580 en recette). Les codes activité sont à l'initiative de l'EPLE : 0xxx (par ex. 0ETAB2).

2.7.3. Les amortissements

L'amortissement des biens de l'inventaire acquis sur subvention spécifique ou sur dotation font l'objet d'une neutralisation. Ceux-ci sont identifiés par les codes obligatoires de domaine OP-SPE et d'activité ONEUTxxxx (4 derniers caractères libres à l'initiative de l'établissement sur GFC).

2.7.4. Les provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques et les charges consécutifs au fonctionnement de l'établissement lorsque :

- La charge ou le risque envisagé n'est pas certain mais probable (ex : créance prescrite, dossier de surendettement) ;
- La charge ou le risque est certain mais son montant exact est inconnu et doit faire l'objet d'une évaluation.

Elles sont enregistrées au passif du bilan et diminuent le résultat du service concerné. Elles répondent aux principes de sincérité et de prudence. Elles sont identifiées par les codes obligatoires de domaine OP-SPE et d'activité OPROVxxxx (4 derniers caractères libres à l'initiative de l'établissement).

3. AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHÉS PUBLICS

Selon l'article R.421-20 du code de l'éducation : l'autorisation de conclure des marchés peut être déléguée au chef d'établissement par le conseil d'administration.

Ainsi, le conseil d'administration donne son accord sur la passation des marchés publics, contrats et conventions de l'établissement à l'exception (entre autres) « des marchés dont l'incidence financière est annuelle et pour lesquels il a donné délégation au chef d'établissement ».

La délégation annuelle permet, sauf encadrement spécifique, au chef d'établissement de signer toute commande dès le 1^{er} janvier dans les limites :

- Des crédits ouverts au budget ;
- Des dispositions du code de la commande publique ;

Cette délégation annuelle est renouvelée tous les ans. À défaut, chaque achat devra faire l'objet d'une décision du conseil d'administration dès le premier euro.

Le conseil d'administration peut restreindre cette délégation dans son montant, sa durée ou la nature des marchés auxquels elle s'applique.

Le vote de cette délégation annuelle est distinct de celui du budget et fait l'objet d'un acte transmissible dans Dém'act.

La dématérialisation des marchés publics en EPLE : L'article R2132-2 du code de la commande publique rend cette procédure obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2018, pour les marchés dont le montant est supérieur à 40 000€ HT et nécessite le recours à un site d'acheteur public.

4. LE SUIVI DES CONTRATS

Il est important que chaque établissement puisse disposer de la liste complète de ces contrats avec montants annuels et durées d'engagement. Elle permet de vérifier la sincérité des crédits ouverts eu égard aux obligations contractuelles de l'établissement. Elle assure de la même façon à l'ordonnateur de disposer des marges réelles de financement dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique budgétaire.

La liste des contrats reconduits annuellement n'a pas à être votée et ne doivent donc pas faire l'objet d'un acte transmissible dans Dém'act. Toutefois, elle peut être demandée par la collectivité de

rattachement dans le cadre du suivi qu'elle opère. **Il est rappelé que chaque contrat pluri- annuel doit faire l'objet d'un vote en conseil d'administration. La reconduction sans limite de durée est proscrite afin de garantir la remise en concurrence.**

5. L'ÉTAT DES EMPLOIS

L'état des emplois doit être renseigné : il identifie les effectifs et la masse salariale par employeur (Etat, CT, EPLE) et par fonction. Le Dacses transmettra la masse salariale État à chaque EPLE par courriel électronique au cours du mois de novembre 2025.

6. PRÉCONISATIONS D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Les recommandations décrites ci-après visent à permettre le bon déroulement de l'exécution budgétaire en offrant à toutes les parties (ordonnateur, secrétaire générale, secrétaire d'intendance, agent comptable) une situation budgétaire réelle consultable à tout moment.

6.1. Les engagements juridiques liés aux contrats

Les contrats signés par l'établissement doivent faire l'objet d'un engagement juridique dès le mois de janvier à hauteur du montant payé l'année précédente ou à défaut celui du contrat. L'objectif étant de garantir le paiement des fournisseurs aux échéances fixées. Une attention particulière doit être apportée au calcul de la formule de révision des prix indiquée dans le contrat.

6.2. La réalisation régulière des titres de recettes

La vigilance est de mise dans la réalisation régulière des titres de recettes et notamment pour le service de restauration et d'hébergement. Il est rappelé pour ce service spécial que les recettes inscrites au budget sont prévisionnelles et que seules les recettes nettes garantissent la dépense réalisée au cours de l'année.

Le rythme suivant est fortement recommandé :

- DGF et complément DGF : dès réception de la notification ;
- Subventions spécifiques : une fois par mois ;
- Droits constatés liés aux forfaits : à la fin de chaque trimestre concerné ;
- Commensaux, élèves au ticket, prestations annexes et diverses : une fois par mois.

La réalisation d'un titre de recettes d'une subvention spécifique est proscrite sans notification de celle-ci à l'exception de certains cas clairement identifiés par les collectivités territoriales et l'Etat.

PARTIE 3 : CODES ACTIVITES DE L'ETAT ET COMPTES DE RECETTES GENERAUX

Vous trouverez ci-après les libellés des codes activités de l'Etat à respecter pour le budget 2026.

BOP	code activités	libellés
BOP 141 Subventions inscrites au service AP.	13MS-	Manuels scolaires
	13REP	Droits de reprographie
	13TIC	TICE
	13REN	Matériel pour la rénovation de l'enseignement
	13COR	Carnets de correspondance
	13EAC	Education artistique et culturelle
	13STA	Stages
	13AI-	Actions internationales
	13SEG	Besoins éducatifs particuliers SEGPA
	13CR-	Classes relais
	13AIP	Aides à l'insertion professionnelle
	13AP-	Apprentissage
	13MLD	Mission lutte décrochage scolaire
	13ADP*	Autres dépenses pédagogiques
	13RPN	Ressources pédagogiques numériques
	13CDR	Cordées de la réussite
	13PRF	ProFan
	13ORI	Information et orientation des élèves
	13 CMA	Compétences et métiers d'avenir
	13ESJ	Espaces services Jeunesse
	13IFS	Innovation dans la forme scolaire
	13TNE	Territoires numériques éducatifs
	19FI1	Fonds d'innovation pédagogique 1 ^{er} degré
	19FI2	Fonds d'innovation pédagogique 2 nd degré
	19TER	Territoires éducatifs ruraux
BOP 230 Subventions inscrites au service VE.	16AED	Assistant d'éducation (rémunération et charges)
	16AEH	AESH Accompagnants élèves si handicap
	16EO-	Ecole ouverte et vacances apprenantes
	16AE-	Devoirs et e-devoirs faits
	16ESC	Education à la santé et à la citoyenneté
	16FVL	Fonds de vie lycéenne
	16FS-	Fonds social lycéen et collégien
	16FSC	Fonds social des cantines
	16ADE*	Autres dépenses éducatives

	16CIT	Cité éducative
	16DAL	Dépenses administratives locales
	16EAC	Parcours d'éducation artistique et culturelle
	16PRE	Assistants d'éducation pré- professionnel
	16VSC	Volontaires service civique (formation)
	19CUI	Contrats uniques d'insertion – Parcours emploi compétence (Financement ASP)
	19 CIT- (remplace 16CIT)	Cité éducative
	19TER	Territoires éducatifs ruraux

*Codes activités à utiliser pour les subventions déspecialisées au cours de l'exécution budgétaire 2025.

Les nouveaux codes d'activités apparaissent **en rouge** dans le tableau.

Vous trouverez ci-après les comptes de recettes généraux utilisés dans op@le.

Usage	Compte	Intitulé op@le
Vente d'objets confectionnés	701000	VENTES OC.
Repas élèves au forfait	706210	REST. ELEVES FORFAIT
Repas élèves hors forfait	706220	REST.ELEVES H. FORFAIT
Tickets repas des commensaux	706230	REST. AUTRES TIERS
Participation des familles à une sortie ou voyage	706700	ELEVES VOYAGE-SORTIE
Ventes documents-publications	706800	AUT. PRESTATIONS
Locations dont loyers hors charges	708300	LOCATIONS DIVERSES
Dégradations diverses (rachat de carnets, cartes de cantines....)	708800	AUT.PROD.ACT.ANN.
Vente de déchets	708800	AUT.PROD.ACT.ANN.
Ventes d'objets divers	708800	AUT.PROD.ACT.ANN.
Subventions Etat commençant par 13 ou du BOP 141(ex :13COR)	741130	SUBV MEN- P141
Subventions Etat commençant par 16 ou du BOP 230 (ex :16FS)	741160	SUBV MEN-230-AUTRE
Subventions de la préfecture et d'autres ministères.	741800	SUBV AUT. MINISTERES
DGF de la région	744210	SUBV FCT-REG
Aides sociales de la région	744220	BOURSES & AIDES-REG

Autres subventions de la région (équipement, contrats, projets, travaux)	744280	AUTRE SUBV.REGION
DGF du département	744310	SUBV FCT-DEPT
Aides à la restauration (ADEP)	744320	BOURSES & AIDES-DEPT
Autres subventions du département (équipement, contrats, projets, travaux)	744380	AUTRE SUBV.DEPARTEME
Subvention communale pour un projet	744480	AUTRE SUBV. COMM
Contribution Greta	744560	CONTR.FORM.ENT.ETABS
Contribution CFA	744570	CONTR.APPR.ENT.ETABS
Subventions d'établissements publics hors commune, département ou région	744580	AUT.SUB.ETABS PUB.
Subventions Erasmus	744600	SUBVENTIONS UE
Subventions internationales	744700	SUBV. AUT.ORG.INTER.
Subventions Etat ne commençant pas par 13 ou 16 ou hors BOP141 ou 230	744800	AUTRES SUBVENTIONS
Dons et legs issus de la caisse de solidarité	746600	CAISSE DE SOLIDARITE
Dons et legs standards	746800	AUTRES DONS ET LEGS
Recettes issues de la taxe d'apprentissage	748100	REVST TA

Annexe Collectivité de rattachement

Références (délibérations du Conseil régional d'Ile-de-France) :

- Délibération n° CR 23-14 du 24/02/2014,
 - Délibération n° CP 14-294 du 10/04/2014,
 - Délibération n° CP 2018-541 du 21/11/2018 modifiant la délibération n° CP 16-362 du 12/07/2016,
 - Délibération n° CP 2021-372 du 22/09/2021,
 - Article 5 de la délibération n° CP 2022-130 du 23 mars 2022,
 - Article 5 de la délibération n° CP 2022-205 du 20 mai 2022,
 - Article 5, annexe 5 de la délibération n° CP 2025-097 du 27 mars 2025,
- relatifs à la réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Ile-de-France, à l'évolution de la politique de restauration scolaire dans les lycées publics et à l'actualisation des tarifs de restauration pour l'année scolaire 2025-2026.

Service « vie de l'élève » (VE) :

La budgétisation de la compensation régionale versée aux EPLE dans le cadre de la réforme du service public de la restauration scolaire (EquiTables), ainsi que celle des dépenses et recettes de la restauration, voir le « Règlement régional de la restauration scolaire - Année 2025-2026 » en ligne sur le site <http://lycees.iledefrance.fr>

Service de restauration et d'hébergement (SRH) :

Conformément aux articles L213-2 (collèges) et L214-6 (lycées, EREA, ERPD) du code de l'éducation, la collectivité territoriale de rattachement est compétente en matière de restauration.

Les tarifs de restauration et d'hébergement et les instructions de la Région Ile-de-France relatives au SRH sont précisées dans le « Règlement régional de la restauration scolaire - Année 2025-2026 » en ligne sur le site <http://lycees.iledefrance.fr>.

Il est important de noter que la budgétisation de la compensation régionale versée aux EPLE dans le cadre de la réforme du service public de la restauration scolaire (EquiTables) doit se faire dans le service général Vie de l'élève (VE), en utilisant le code activité 2QF en recette comme en dépense.

De même, la Dotation Internat 2026 indiquée dans la notification DGFL 2026 des EPLE concernés, doit être inscrite intégralement dans le SRH des budgets construits avec la nomenclature Op@le (en utilisant le code activité 0DGF).

Pour les budgets Op@le, il est indispensable de joindre le calcul détaillé de SRH (en utilisant par exemple l'outil Excel mis à disposition par la Région et intégrant les tarifs actualisés), ainsi que la délibération du CA actant la clé de répartition ou le taux de charges de fonctionnement de ce service.

Identification des recettes et des dépenses :

Les codes activités commençant par 2 sont créés à l'initiative de la collectivité de rattachement et destinés au report d'informations notamment des activités qu'elle finance.

Vous trouverez ci-après les codes activité préconisés par la Région Ile-de-France pour le budget 2026.

Dotations et subventions de la collectivité de rattachement :

Les instructions et recommandations de la Région Ile-de-France concernant la dotation globale de fonctionnement, ainsi que tout autre concours financier général ou spécifique sont précisés dans le « Dossier d'accompagnement à l'élaboration du budget 2026 » disponible sur le site <http://lycees.iledefrance.fr>.

Documents à transmettre aux autorités de contrôle :

En plus des documents réglementaires listés dans la Notice technique commune de préparation budgétaire, la Région Ile-de-France demande également la transmission de la Fiche de synthèse budgétaire 2026 ci-après.

IMPORTANT :

- Les eple construisant leur budget dans GCF doivent utiliser la Fiche budgétaire GFC.
- Les eple construisant leur budget dans GFC mais en suivant la nomenclature OPALE doivent utiliser la Fiche budgétaire OPALE.
- Les eple construisant leur budget dans Op@le doivent utiliser la Fiche budgétaire OPALE.

Les indications permettant de remplir cette fiche figurent dans le « Dossier d'accompagnement à l'élaboration du budget 2026 » disponible sur le site <http://lycees.iledefrance.fr> (pages 18 à 21).

Cette fiche, envoyée aux eple par mail en format Excel (version GFC ou version OPALE), est à retourner à la Région en format Excel à l'adresse DGFL@iledefrance.fr. Elle doit être jointe, en format .PDF, via Dém'Act, à l'acte « Budget initial – acte transmissible du CA ».

Code activité	Libellé des dotations
0 DGFxxxx	Dotation globale de fonctionnement (recette)
0 FCFxxxx	Dotation fonds commun de fonctionnement (recette)
0 CHAxxxx	Chauffage (dépense)
0 GAZxxxx	Gaz hors chauffage (dépense)
0 ELExxxx	Electricité hors chauffage (dépense)
0 EAUxxxx	Eau (dépense)
0 IMPxxxx	Impôts et taxes (dépense)
0 CFAxxxx	CFA participation aux charges communes
0 GRExxxx	GRETA participation aux charges communes
0 CMIXxxxx	Cité mixte participation aux charges communes
0 EMOxxxx	EMOP participation aux charges communes
0 APAxxxx	Autres participations aux charges communes
0 LOVxxxx	Produits de location, ventes d'objets confectionnés
0 DENxxxx	Achats de denrées (restauration)
0 REPAxxxx	Achats de repas livrés (restauration)
0 TARExxxx	Produit tarifs élèves (restauration)
0 TARCxxxx	Produit tarifs commensaux (restauration)
SUBVENTIONS & DOTATIONS SPECIFIQUES	
POLITIQUE EDUCATIVE	
2 BAExxxx	Budget d'autonomie éducative des lycées franciliens (dépense et recette)
2 BAERxxxx	Reliquat du budget d'autonomie éducative des lycées franciliens (dépense et recette)
2 PExxxx	Politiques éducatives régionales : parcours européens (dépense et recette)
2 PERxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : parcours européens (recette)
2 RERxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : réussite pour tous (recette)
2 TIxxxx	Politiques éducatives régionales : TICE (dépense et recette)
2 TIRxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : TICE (recette)
2 PRxxxx	Politiques éducatives régionales : presse (dépense et recette)
2 PRRxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : presse (recette)
2 ALRxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : actions lycéennes (recette)
2 AYRxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : alycce (recette)
2 MLRxxxx	Reliquat de la politique MLDS (antérieur à 2022) (recette)
2 ACxxxx	Politiques éducatives régionales : accompagnement des élèves de 3e vers le lycée ou le CFA (dépense et recette)
2 ACRxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : accompagnement des élèves de 3e vers le lycée ou le CFA (recette)
2 WSxxxx	Politiques éducatives régionales : Compétition WorldSkills (ex-Olympiade des métiers) (dépense et recette)
2 WSRxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : Compétition WorldSkills (ex-Olympiade des métiers) (recette)
2 DEExxxx	Politiques éducatives régionales : dispositif CLEE (comité local école-entreprise) (dépense et recette)
2 DEERxxxx	Reliquat des politiques éducatives régionales : dispositif CLEE (comité local école-entreprise) (dépense et recette)
TRAVAUX & MAINTENANCE	
2 EOxxxx	Contrôles techniques obligatoires et contrats d'entretien obligatoires (dépense et recette)
2 EORxxxx	Reliquat des contrôles techniques obligatoires et contrats d'entretien obligatoires (recette)
2 TMxxxx	Travaux de maintenance (dépense et recette)
2 TMRxxxx	Reliquat des travaux de maintenance (recette)
2 TExxxx	Travaux d'entretien (fonctionnement) (dépense et recette)
2 TERxxxx	Reliquat des travaux d'entretien (fonctionnement) (recette)
2 ECxxxx	Travaux effectués au titre du dispositif Eco-responsables (dépense et recette)
2 ECRxxxx	Reliquat des travaux effectués au titre du dispositif Eco-responsables (recette)
2 MRxxxx	Travaux effectués au titre des mesures de rentrée (dépense et recette)
2 MRRxxxx	Reliquat des travaux effectués au titre des mesures de rentrée (recette)

Code activité	Libellé des dotations
2 SNxxxx	Travaux de sécurité ou remise aux normes (dépense et recette)
2 SNRxxxx	Reliquat des travaux de sécurité ou remise aux normes (recette)
2 SIxxxx	Travaux de sécurité anti-intrusion (dépense et recette)
2 SIRxxxx	Reliquat des travaux de sécurité anti-intrusion (recette)
2 FUxxxx	Travaux effectués avec attribution d'un fonds d'urgence (dépense et recette)
2 FURxxxx	Reliquat des travaux effectués avec attribution d'un fonds d'urgence (recette)
2 AHxxxx	Travaux d'accessibilité handicap (dépense et recette)
2 AHRxxxx	Reliquat des travaux d'accessibilité handicap (recette)
2 TRxxxx	Travaux demi-pension ou internat (hébergement-restauration) (dépense et recette)
2 TRRxxxx	Reliquat des travaux demi-pension ou internat (hébergement-restauration) (recette)
	EQUIPEMENTS
2 ERxxxx	Equipement au titre des mesures de rentrée (dépense et recette)
2 ERRxxxx	Reliquat d'équipement au titre des mesures de rentrée (recette)
2 MOxxxx	Equipement mobilier (dépense et recette)
2 MORxxxx	Reliquat d'équipement mobilier (recette)
2 MPxxxx	Equipement matériel pédagogique (dépense et recette)
2 MPRxxxx	Reliquat d'équipement matériel pédagogique (recette)
2 MIxxxx	Equipement matériel informatique (dépense et recette)
2 MIRxxxx	Reliquat d'équipement matériel informatique (recette)
2 LOxxxx	Equipement logiciels (dépense et recette)
2 LORxxxx	Reliquat d'équipements logiciels (recette)
2 HRxxxx	Equipement demi-pension ou internat (hébergement-restauration) (dépense et recette)
2 HRRxxxx	Reliquat d'équipement demi-pension ou internat (hébergement-restauration) (recette)
	AIDES SOCIALES
2 MSRxxxx	Reliquat d'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires (recette)
2 EAxxxx	Aide régionale à l'équipement pré bac (dépense et recette)
2 EARxxxx	Reliquat d'aide régionale à l'équipement pré bac (recette)
2 EBxxxx	Aide régionale à l'équipement post bac (dépense et recette)
2 EBRxxxx	Reliquat d'aide régionale à l'équipement post bac (recette)
2 FCxxxx	Aide régionale aux frais de concours (dépense et recette)
2 FCRxxxx	Reliquat d'aide régionale aux frais de concours (recette)
2 DARxxxx	Reliquat d'aide régionale demi-pension pré bac (recette)
2 DBRxxxx	Reliquat d'aide régionale demi-pension post bac (recette)
	RESTAURATION & HEBERGEMENT
2 RRxxxx	Reversement sur recettes restauration (RRR) (dépense)
2 FHxxxx	Cotisation au Fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) (dépense)
2 SFHxxxx	Subvention du Fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) (recette)
2 SFHRxxxx	Reliquat de subvention du Fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) (recette)
2 QFxxxx	Compensation régionale au titre de la tarification de la restauration scolaire au quotient familial (dépense et recette)
2 QFRxxxx	Reliquat de la compensation régionale au titre de la tarification de la restauration scolaire au quotient familial (recette)
2 TRSxxxx	Subvention d'équilibre résultant d'un tarif de référence spécifique (dépense et recette)
2 TRSRxxxx	Reliquat de subvention d'équilibre résultant d'un tarif de référence spécifique (recette)
2 TRCxxxx	Subvention d'équilibre pour les commensaux (recette)
2 BRSDxxxx	Subvention Bonus Restauration Scolaire Durable (recette)

(*) La fiche en format Excel vous est envoyée par la boîte mail DGFL@iledefrance.fr : elle doit être **complétée et retournée à la Région en format Excel** à la même adresse mail.
Puis envoyée **en format pdf aux 2 autorités de contrôle** : Rectorat / Région, via l'application Dém'Act et accompagnera ainsi le budget primitif dans l'acte "Budget initial" – acte transmissible du CA.

Identification de l'établissement									
Code UAI Nom Lycée Adresse		Code postal :		Commune :					
Budget 2026									
Adopté (o/n) (liste déroulante)									
Votes pour									
Votes contre									
Abstentions									
Effectifs Lycée		2025/2026	2024/2025	Différence					
Externes				0					
Nombre d'élèves inscrits à la demi-pension				0					
Internes				0					
Totaux Lycéens		0	0	0					
Effectifs collégiens				0					
Chauffage P1									
Géré par la Région ? (oui/non/partiellement) (liste déroulante) :									
Types de chauffage (liste déroulante) :									
Gaz		Electricité :							
Fuel		Chauffage urbain							
Autres									
Participations aux charges communes des services et/ou organismes hébergés									
UFA / CFA (Oui/Non)		2026	2025	Greta (O/N)		2026	2025		
Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :				Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :					
Montant (en €)				Montant (en €)					
Cité mixte (O/N)		2026	2025	EMOP* (O/N)		2026	2025		
Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :				Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :					
Montant (en €)				Montant (en €)					
Effectifs collégiens 2025-2026		0	0	* Equipe mobile d'ouvriers professionnels					
Autres services ou organismes hébergés :									
Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %)				2026		2025			
Montant (en €)									
Fonds de roulement net global									
Montant du fonds de roulement net global (FRNG) au dernier compte financier 2024 (a)				2 décimales					
Total des prélèvements autorisés en 2025 (b)									
Montant du FRNG prévisionnel au 31/12/2025 (a)-(b)				0,00					
Prélèvement proposé au BP 2026				0,00		automatique		saisir en 1er	
Dont pour le fonctionnement						saisir en 1er			
Dont pour l'investissement									
Montant du FRNG estimé après le BP 2026				0,00					
Présentation synthétique du Budget Fonctionnement									
BUDGET FONCTIONNEMENT	Dépenses	Recettes	dont dotation globale de fonctionnement (DGFL)	Résultat/Déficit	Part en % des dépenses du service général	(*)Services généraux : saisir page 2 en premier. les infos seront rapatriées automatiquement			
Activités Pédagogiques (*)	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!				
Vie de l'Elève (*)	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!				
Administration et Logistique (*)	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!				
Total Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	pour info: DGFL notifiée=			
Détail des services spéciaux					Part en % des dépenses des services spéciaux	montant à saisir:			
Service Restauration et Hébergement				0,00		écart éventuel=			
Bourses Nationales				0,00		0,00			
Autre service spécial 1				0,00					
Autre service spécial 2				0,00					
Total Services spéciaux	0,00	0,00		0,00	#DIV/0!				
Total Budget Fonctionnement/Résultat ou Déficit	0,00	0,00		0,00					
Capacité d'autofinancement (CAF) ou Insuffisance d'autofinancement (IAF) (donnée à renseigner)									
Section d'investissement									
Rappel : Si vous disposez d'un budget d'investissement, la saisie de cette section est obligatoire									
Dépenses d'investissement	Emplois					Ressources			
		Subvention d'investissement Région							
		Taxe d'apprentissage							
		Autres							
		Financement par excédent du fonctionnement budget N (CAF)							
		Prélèvement sur fonds de roulement							
Opérations d'investissement propres au service restauration hébergement*									
Dépenses d'investissement		Subvention d'investissement Région							
		Subvention d'investissement autres							
		Autres							
		Financement par excédent du fonctionnement budget N (CAF)							
		Prélèvement sur fonds de roulement							
Total des emplois	0,00	Total des ressources				0,00			

* Si le service restauration et hébergement est géré en service spécial, les dépenses d'investissement peuvent être identifiées par un code activité.

L'équilibre des contributions entre services			
DEPENSES libellé	Montant	RECETTES libellé	Montant
6588 - SRH		7588 du SRH	0,00
6588 - EMOP		7588 de l'EMOP	0,00
TOTAL	0,00	TOTAL	0,00
Ecart	0,00		

BUDGET 2026 - Services généraux (AP, VE, ALO)

AP - Activités pédagogiques

saisir en 1er

Dépenses	BP 2026	BP 2025	Recettes	BP 2026	BP 2025
Total des dépenses			Dotation globale de fonctionnement		
			Contributions entre services de l'établissement (compte 7588)		
			Contributions des budgets annexes, du service formation continue (ex:Greta CFA - comptes 7586 - 7587)		
			Subventions spécifiques : code 1 Etat & code 0 Union Européenne		
			Subventions spécifiques (code 2)		
			Participation des familles		
			Taxe d'apprentissage		
			Autres financements		
Total dépenses AP	0,00	0,00	Total recettes AP	0,00	0,00
Résultat/Déficit AP (recettes - dépenses)	0,00	0,00			

VE - Vie de l'élève					
Dépenses	BP 2026	BP 2025	Recettes	BP 2026	BP 2025
Total des dépenses			Dotation globale de fonctionnement		
			Subventions spécifiques (code 1)		
			Compensation régionale QF (code 2)		
			Autres subventions spécifiques (code 2)		
			Autres financements		
Total dépenses VE	0,00	0,00	Total recettes VE	0,00	0,00
Résultat/Déficit VE (recettes - dépenses)	0,00	0,00			

ALO - Administration et logistique					
Dépenses	BP 2026	BP 2025	Recettes	BP 2026	BP 2025
Chauffage P1 (électricité, gaz, autres)			Dotation globale de fonctionnement		
Electricité (hors chauffage)			Participation aux charges communes (Restauration)		
Gaz (hors chauffage)			Participation aux charges communes (collège)		
Eau			Participations aux charges communes (UFA ou CFA)		
Autres charges			Participations aux charges communes (GRETA)		
Sous-total Viabilisation	0,00	0,00	Participation aux charges communes (EMOP)		
Travaux			Participation aux charges communes (Autres organismes hébergés)		
CTO, CEO			Recettes neutralisant les dépenses des agences comptables		
Autres charges d'entretien			Subventions spécifiques (code 2)		
Sous-total Entretien	0,00	0,00	Produits de location		
Impôts et taxes			Autres		
Autres charges d'administration			Neutralisation des amortissements		
Sous-total Administration	0,00	0,00			
Dotations aux amortissements			Total recettes ALO	0,00	0,00
Provisions					
Total dépenses ALO	0,00	0,00			
Résultat/Déficit ALO (recettes - dépenses)	0,00	0,00			

Total Dépenses des services généraux	0,00	0,00	Total Recettes des serv.généraux	0,00	0,00
Résultat/Déficit SG (recettes - dépenses)	0,00	0,00			
CAF ou IAF (Services généraux)	0,00	0,00			

Gestion de la restauration		
Type de restauration (Production / Office de réchauffage / Cuisine centrale / Accueil par une autre structure) (liste déroulante) :		
Nom de la structure d'accueil :		
Mode de gestion (Régie / Marché Public / Délégation de service public) (liste déroulante) :		
En cas de Marché ou Délégation : Préciser le nom du prestataire :		
	2026	2025
Taux de charges de fonctionnement voté par le Conseil d'Administration RESTAURATION en %		
Taux de charges de fonctionnement voté par le Conseil d'Administration INTERNAT 1 en %		
Taux de charges de fonctionnement voté par le Conseil d'Administration INTERNAT 2 en %		
Montant (en €) reversé en ALO (ne pas saisir)	0,00	0,00

Détail des dépenses de restauration et d'hébergement (uniquement Restauration si l'identification des charges et des produits liée à la restauration est possible)					
Dépenses	BP 2026	BP 2025	Recettes	BP 2026	BP 2025
Coût des denrées			Produits tarification élèves		
Reversement sur Recettes Restauration (RRR)			Produits tarification commensaux		
FCRSH			Subvention Région (subv équilibre..)		
Participation aux charges communes des services généraux (fluides, produits d'entretien...)			Subvention Etat		
Autres charges : contrat d'entretien....			Autres recettes		
Total dépenses Restauration & hébergement	0,00	0,00	Total recettes Restauration &	0,00	0,00
Résultat/Déficit (recettes - dépenses)	0,00	0,00			

(*) La fiche en format Excel vous est envoyée par la boîte mail DGFL@iledefrance.fr : elle doit être complétée et retournée à la Région en format Excel à la même adresse mail.
Puis envoyée en format pdf aux 2 autorités de contrôle : Rectorat / Région, via l'application Dém'Act et accompagnera ainsi le budget primitif dans l'acte "Budget initial" – acte transmissible du CA.

Identification de l'établissement						
Code UAI						
Nom Lycée						
Adresse			Code postal :			Commune :
Budget 2026						
Adopté (o/n) (liste déroulante)			IMPORTANT : les cellules sur fond pointillé sont verrouillées. Merci de ne pas les déverrouiller.			
Votes pour						
Votes contre						
Abstentions						
Effectifs Lycée	2025/2026	2024/2025	Différence			
Externes			0			
Nombre d'élèves inscrits à la demi-pension			0			
Internes			0			
Totaux Lycéens	0	0	0			
Effectifs collégiens			0			
Chauffage P1						
Géré par la Région ? (oui/non/partiellement) (liste déroulante) :						
Types de chauffage (liste déroulante) :						
Gaz			Electricité :			
Fuel			Chauffage urbain			
Autres						
Participations aux charges communes des services et/ou organismes hébergés						
UFA / CFA (Oui/Non)	2026	2025	Greta (O/N)	2026	2025	
Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :			Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :			
Montant (en €)			Montant (en €)			
Cité mixte (O/N)	2026	2025	EMOP* (O/N)	2026	2025	
Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :			Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :			
Montant (en €)			Montant (en €)			
Effectifs collégiens 2025-2026	0	0	* Equipe mobile d'ouvriers professionnels			
Autres services ou organismes hébergés (hors SRH) :						
			2026	2025		
Participation au fonctionnement général (charges communes) (dont ALO) (en %) :						
Montant (en €)						
Fonds de roulement net global						
Montant du fonds de roulement net global (FRNG) au dernier compte financier 2024 (a)						
Total des prélèvements autorisés en 2025 (b)						
Montant du FRNG prévisionnel au 31/12/2025 (a)-(b)						
Prélèvement proposé au BP 2026						
Dont pour le fonctionnement						
Dont pour l'investissement						
Montant du FRNG estimé après le BP 2026						
Présentation synthétique du Budget Fonctionnement						
BUDGET FONCTIONNEMENT	Dépenses	Recettes	dont dotation globale de fonctionnement (DGFL)	Résultat/Déficit	Part en % des dépenses du service général	(*)Services généraux : saisir page 2 en premier, les infos seront rapatriées automatiquement
Activités Pédagogiques (*)	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	pour info : DGFL notifiée CTO/CEO notifiés
Vie de l'Elève (*)	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	
Administration et Logistique (*)	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	
Total Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	montant à saisir:
Détail des services spéciaux						
Part en % des dépenses des services spéciaux						
écart éventuel=						
Service Restauration et Hébergement			0,00	0,00		0,00 0,00
Autre service spécial 1				0,00		
Autre service spécial 2				0,00		
Autre service spécial 3				0,00		
Total Services spéciaux	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	
Total Budget Fonctionnement/Résultat ou Déficit	0,00	0,00		0,00		
Capacité d'autofinancement (CAF) ou Insuffisance d'autofinancement (IAF) (donnée à renseigner)						
Section d'investissement						
Rappel : Si vous disposez d'un budget d'investissement, la saisie de cette section est obligatoire						
Dépenses d'investissement	Emplois	Ressources				
		Subvention d'investissement Région				
		Taxe d'apprentissage				
		Autres				
		Financement par excédent du fonctionnement budget N (CAF)				
		Prélèvement sur fonds de roulement				
Opérations d'investissement propres au service restauration hébergement*						
Dépenses d'investissement		Subvention d'investissement Région				
		Subvention d'investissement autres				
		Autres				
		Financement par excédent du fonctionnement budget N (CAF)				
		Prélèvement sur fonds de roulement				
Total des emplois	0,00	Total des ressources				
		0,00				

* Si le service restauration et hébergement est géré en service spécial, les dépenses d'investissement peuvent être identifiées par un code activité.

L'équilibre des contributions entre services			
DEPENSES- libellé	Montant	RECETTES- libellé	Montant
Il est rappelé que, dans la M9.6 Op@le, aucune contribution entre services n'est possible, quelque soit le service concerné.			
TOTAL	0,00	TOTAL	0,00
Ecart	0,00		

BUDGET 2026 - Services généraux (AP, VE, ALO)					
AP - Activités pédagogiques					
Dépenses	2026	2025	Recettes	2026	2025
Total des dépenses			Dotation globale de fonctionnement		
			Autres subventions d'étab publics (eple sur double site & d'gf collèges en cmr)		
			Contributions formation continue et apprentissage entre établ (cptes 74456 & 74457)		
			Subventions spécifiques : code 1 Etat & code 0 Union Européenne		
			Subventions spécifiques (code 2)		
			Participation des familles		
			Taxe d'apprentissage		
			Autres financements		
Total dépenses AP	0,00	0,00	Total recettes AP	0,00	0,00
Résultat/Déficit AP (recettes - dépenses)	0,00	0,00			

saisir en 1er

VE - Vie de l'élève					
Dépenses	2026	2025	Recettes	2026	2025
Total des dépenses			Dotation globale de fonctionnement		
			Subventions spécifiques (code 1)		
			Compensation régionale QF (code 2)		
			Autres subventions spécifiques (code 2)		
			Autres financements		
Total dépenses VE	0,00	0,00	Total recettes VE	0,00	0,00
Résultat/Déficit VE (recettes - dépenses)	0,00	0,00			

ALO - Administration et logistique					
Dépenses	2026	2025	Recettes	2026	2025
Chauffage P1 (électricité, gaz, autres)			Dotation globale de fonctionnement		
Electricité (hors chauffage)			Participation aux charges communes (collège)		
Gaz (hors chauffage)			Participations aux charges communes (UFA ou CFA)		
Eau			Participations aux charges communes (GRETA)		
Autres charges			Participation aux charges communes (EMOP)		
Sous-total Viabilisation	0,00	0,00	Participation aux charges communes (Autres organismes hébergés)		
Travaux			Recettes neutralisant les dépenses des agences comptables		
CTO, CEO			Subventions spécifiques (code 2)		
Autres charges d'entretien			Produits de location		
Sous-total Entretien	0,00	0,00	Autres		
Impôts et taxes			Neutralisation des amortissements		
Autres charges d'administration					
Sous-total Administration	0,00	0,00			
Dotations aux amortissements					
Provisions					
Total dépenses ALO	0,00	0,00	Total recettes ALO	0,00	0,00
Résultat/Déficit ALO (recettes - dépenses)	0,00	0,00			

Total Dépenses des services généraux	0,00	0,00	Total Recettes des serv.généraux	0,00	0,00
Résultat/Déficit SG (recettes - dépenses)	0,00	0,00			
CAF ou IAF (Services généraux)	0,00	0,00			

Ventilation des participations aux charges communes en euros (Op@le)		
	EPLE	Restauration
Chauffage (P1)	0,00	
Electricité (hors chauffage)	0,00	
Gaz (hors chauffage)	0,00	
Eau	0,00	
Autres charges de viabilisation	0,00	
Autres charges d'entretien	0,00	
Autres charges d'administration	0,00	
TOTAL / %	#DIV/0!	#DIV/0!
Travaux	0,00	
CTO, CEO	0,00	0,00

Gestion de la restauration		
Type de restauration (Production / Office de réchauffage / Cuisine centrale / Accueil par une autre structure) (liste déroulante) :		
Nom de la structure d'accueil :		
Mode de gestion (Régie / Marché Public / Délégation de service public) (liste déroulante) :		
En cas de Marché ou Délégation : Préciser le nom du prestataire :		
	2026	2025
Taux de charges de fonctionnement voté par le Conseil d'Administration RESTAURATION en %		
Taux de charges de fonctionnement voté par le Conseil d'Administration INTERNAT 1 en %		
Taux de charges de fonctionnement voté par le Conseil d'Administration INTERNAT 2 en %		

Détail des dépenses de restauration et d'hébergement					
Dépenses	2026	2025	Recettes	2026	2025
Coût des denrées			Produits tarification élèves		
Reversement sur Recettes Restauration (RRR)			Produits tarification commensaux		
FCRSH			Subvention Région (subv équilibre..)		
Charges de fonctionnement (fluides, produits d'entretien...)			Subvention Région CTO / CEO		
Charges SSI (Internat exclusivement)			Dotation Région SSI		
Autres charges : contrats d'entretien...			Dotation Forfait internat		
Autres charges d'administration			Subvention Etat		
			Autres recettes		
Total dépenses Restauration & hébergement	0,00	0,00	Total recettes Restauration &	0,00	0,00
Résultat/Déficit (recettes - dépenses)	0,00	0,00			